

# UE : la Résistance libanaise, classée « organisation terroriste »

*par André Chamy*

Classer le Hezbollah comme organisation terroriste, c'est condamner le principe de « résistance à l'oppression » qui constitue le quatrième droit de l'Homme et du Citoyen (article 2 de la Déclaration de 1789). C'est pourtant ce qu'ont fait les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne. André Chamy revient sur ce reniement de l'esprit européen, sous pression des États-Unis et d'Israël.

RÉSEAU VOLTAIRE | PARIS (FRANCE) | 23 JUILLET 2013

ESPAÑOL



**L**es ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont décidé, le 22 juillet 2013, d'inscrire la branche militaire du Hezbollah sur leur liste des organisations terroristes.

« *Un accord a été trouvé pour y inscrire le Hezbollah* », a déclaré un diplomate de l'UE en marge de cette réunion à Bruxelles. Trois autres diplomates ont confirmé ses dires.

Le Royaume-Uni, soutenu entre autres par la France et les Pays-Bas, cherchait depuis le mois de mai à persuader les autres

États européens de prendre cette décision.

Londres a mis notamment en avant des « *preuves* » de l'implication de la branche militaire du Parti de Dieu dans un attentat à la bombe contre un autobus de touristes israéliens, en juillet 2012, dans une station balnéaire de Bulgarie. Cinq Israéliens et leur chauffeur avaient trouvé la mort.

En outre, les partisans des sanctions ont souligné que l'implication croissante du Hezbollah dans la « *guerre civile* » en Syrie montrait que le Liban était déjà dans une situation fragile et que l'UE devait considérer la possibilité d'attentats en Europe. Cette décision entraîne le gel immédiat des actifs que posséderait éventuellement le mouvement chiite libanais dans les 28 pays de l'UE.

« *C'est une bonne chose que l'Union européenne ait décidé de qualifier le Hezbollah tel qu'il est : une organisation terroriste* », a commenté le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Frans Timmermans, en marge de la réunion. « *Nous avons franchi une étape importante aujourd'hui en sanctionnant la branche militaire, en gelant ses actifs, en perturbant son financement et ainsi en limitant sa capacité à agir* », a-t-il ajouté.

Jusqu'à maintenant, l'UE avait résisté aux pressions des États-Unis et d'Israël pour inscrire le Hezbollah sur sa liste noire en expliquant qu'une telle décision pourrait compliquer ses relations avec le Liban, où le mouvement chiite participe au gouvernement, et accroître les tensions au Proche-Orient.

L'implication croissante du Hezbollah dans le conflit syrien, aux côtés de l'armée nationale, n'est pas citée par l'UE, mais elle semble être décisive, car rien de nouveau ne s'est produit pour justifier une décision de nature aussi inique, qui n'est qu'une reculade supplémentaire de l'UE devant les autorités états-uniennes et israéliennes.

Qu'en est-il de cette décision, qui intervient de façon aussi inopportune ?

Les mouvements de résistance sont souvent mal vus, car ils déstabilisent l'autorité établie. L'exemple de Nelson Mandela et de

l'ANC est flagrant. Aujourd'hui aucun des puissants ne tarit d'éloge sur Mandela, et sur le sage qu'il était, reconnaissant son intelligence et sa clairvoyance. L'on oublie opportunément que l'ancien président sud-africain et Prix Nobel de la paix, Nelson Mandela a longtemps été inscrit sur la liste noire états-unienne du terrorisme et avec lui son parti, l'ANC. Ces noms ne furent retirés de cette liste que le 28 juillet 2008.

Le Hezbollah, et le Hamas sont aussi mal perçus, alors qu'ils ne sont que la réponse de populations opprimées après des années de mépris et d'humiliation. Qu'est ce qui justifierait que ces populations soient obligées de supporter pendant des années encore les exactions d'une armée d'occupation ? Rien. Il ne leur reste donc que la résistance.

Cette résistance transforme les États ou les groupes qui y adhèrent en bêtes à abattre. Il existe un ordre économique et politique auquel il n'est pas permis de résister. De temps à autre, quelques déclarations d'intention viennent tenter d'atténuer l'impact de l'oppression ressentie, ce à l'instar de quelques voix qui se sont élevées pour protester contre l'invasion israélienne du Liban en 1982, mais aucune n'a été jusqu'à demander une réunion du Conseil de Sécurité de l'ONU pour exiger le retrait immédiat, comme cela a été fait contre l'Irak après l'invasion du Koweït.

Aucune sanction n'a été prise contre Israël pour sanctionner ses exactions contre des civils au Liban ou en Palestine. Il vient d'attaquer un territoire souverain, en l'occurrence celui de la Syrie, et aucune voix ne s'est élevée pour exprimer sa désapprobation. Tout est toléré venant de cet État qui agit comme seul au monde, dont les frontières évoluent chaque seconde en fonction du grignotage et de l'annexion des territoires, des maisons, des vergers et des lieux de cultes palestiniens.

Évidemment, on n'ira pas jusqu'à préparer une campagne militaire pour obliger les Israéliens à quitter le Liban, lequel est resté sous leur occupation pendant plus de dix-huit ans. Peut-on objectivement faire le moindre reproche à l'encontre de ceux qui ont résisté, si ce n'est que pour certains politiciens libanais corrompus il ne fallait pas s'en prendre aux soldats israéliens ! Le

problème est qu'ils sont une armée d'occupation.

Le Hezbollah a pu mener sa guerre de résistance, obligeant l'armée israélienne à se retirer de l'essentiel des territoires qu'elle a occupés pendant dix-huit ans. Ce parti est devenu un acteur à part entière de la scène politique. Il a fait du Liban, qui était ballotté par les guerres des autres puissances, une pièce indispensable dans un front de refus et de résistance.

Le Hezbollah a su, grâce aux liens ancestraux entre les chiites du Sud du Liban et ceux d'Iran, bénéficier des aides lui permettant de soutenir la population locale dans sa résistance pour éviter qu'elle abandonne ses terres. Des efforts colossaux étaient nécessaires pour créer des services d'éducation, de santé, d'aides sociales. En même temps il fallait harceler l'occupant pour le pousser vers la sortie.

Plus les opérations étaient spectaculaires, plus leur impact était négatif chez les soldats israéliens, mais positif au sein de la population locale. Au-delà, une large frange de la population libanaise s'identifiait à ces jeunes résistants qui défiaient les soldats sur-entraînés et équipés de Tsahal.

Ces jeunes résistants prolongent l'épopée de l'imam Hussein, participant tous les ans à la fête d'Achoura, qui plutôt qu'une fête est une cérémonie de larmes destinée à raviver la flamme du sacrifice parmi eux. Ils se sont fixés un objectif, celui de l'évacuation des soldats israéliens du sud du Liban. Plus aucun soldat ne sera toléré, c'est ainsi qu'en ont décidé les référents de l'autorité religieuse et politique.

C'est ainsi que l'on retrouve le cheik Ragheb Harb, et le sayed Abbas Moussawi, deux chefs religieux, grands tribuns et très écoutés par le peuple du Sud. Ils se sont dévoués à la cause de l'indépendance contre ceux qui ont, selon eux, souillé leur terre sacrée. Cette terre qui porte sur elle les cicatrices de l'imam Hussein, que l'on guérit au sein des Husseiniehs de chaque bourgade. Ces mêmes Husseiniehs, lieux de recueillement, mais aussi lieux de discussions, de prêches et d'enseignement, ont permis discrètement mais sûrement un travail sur le terrain impliquant toute la population dans cette lutte armée contre

l'occupant.

Le cheik Harb et sayed Abbas Moussawi ont été assassinés par les Israéliens, mais leur combat n'a pas cessé. Le calcul misant sur l'anéantissement du mouvement de résistance suite à la disparition d'un de ses chefs a échoué. Rien n'a changé car le projet était en marche avec une structure implacable, se renforçant sans cesse. L'arrivée de l'emblématique sayed Hassan Nassrallah est dans la lignée des autres figures de cette résistance.

Des hommes comme Imad Moughnieh, l'un des chefs militaires de la résistance, assassiné à Damas —est ce un hasard ?—, se comptent actuellement par centaines. Tous n'ont qu'un seul objectif : libérer la dernière parcelle de terrain occupée par Israël. Pour ces jeunes hommes très bien formés, cette guerre n'a rien d'un jeu vidéo suivie sur un réseau informatique, elle est leur guerre, menée sur une terre dont ils connaissent tous les recoins.

Au mois de mai 2000, les soldats israéliens ont dû abandonner leurs postes, leurs prisonniers, et leurs collaborateurs à la cloche de bois. Ils n'ont pas demandé leur reste. Leur erreur était d'avoir continué à occuper une bande de terrain libanais dans l'extrême sud et dans le sud-est du Liban. C'est cette occupation qui allait provoquer l'étincelle de la guerre de 33 jours (juillet-août 2006). Cette bande de terre continuera de hanter les nuits des Israéliens, car ils savent que leur présence n'est pas souhaitée et ne le sera jamais. L'esprit de la Husseinieh s'est définitivement réveillé.

Concernant la situation d'Israël par rapport à la Syrie et au Liban, sous le titre « *La guerre qui fait entrer Israël contre le Hezbollah et ses alliés* » l'ancien directeur du renseignement Proche-Orient/Afrique du Nord au ministère US de la défense Jeffrey White a publié une étude fort « *instructive* ». Son élément le plus important est que « *si la guerre éclatait à nouveau sur les frontières de la Palestine pour tenter d'occuper le Liban, elle ne sera pas comme le conflit de juillet 2006, mais elle sera peut-être "décisive", et conduira à une transformation de toute la région* ».

Surprenante analyse, qui reprend des termes utilisés par le sayed Hassan Nassrallah, rappelant dans ses discours depuis plus de deux ans que si Israël ose s'attaquer le Liban, c'est la région entière qui

changera. Cette affirmation semble donc être intégrée dans les réflexions des officines de sécurité aux États-Unis.

Jeffrey White, qui est maintenant expert au Washington Institute for Near East Studies, a donné une conférence pour présenter son étude. Il y a souligné que « *Le théâtre des hostilités comprendra 40 000 miles carrés* », ce qui équivaut à 64 000 kilomètres carrés, comprenant le « *Liban et Israël, ainsi que des parties de la Syrie* ». Il a ajouté que « *la fin des hostilités en 2006, a marqué le point de départ des préparatifs de la prochaine guerre* », et que « *les parties ont utilisé une approche offensive par rapport aux précédentes confrontations.* »

White a prédit que les combats se concentreront sur la frontière nord d'Israël et dans le sud du Liban, avec un certain nombre de « *théâtres secondaires* » pour les affrontements. « *Le Hezbollah au Liban sud essaiera de repousser violemment l'attaque vers le sol de l'agresseur, tandis qu'Israël va essayer d'atteindre le [fleuve] Litani, et même au-delà du Litani, où se trouveraient les roquettes du Hezbollah* », a-t-il poursuivi.

Dans une tentative de décrire l'« *importance des pertes libanaises* » dans cette guerre, White a déclaré qu'« *Israël viserait à brûler l'herbe au Liban au lieu de la tondre* », et a souligné que le sort de la guerre dépendrait de « *l'invasion terrestre israélienne.* » Il a affirmé que bien que l'armée israélienne ait été entraînée pour se battre dans des villes et zones peuplées, elle subirait des pertes importantes. Il a déclaré que le Hezbollah essaierait d'absorber l'attaque israélienne, mais ne reculera pas. « *La bataille du Sud serait décisive* ».

White a déclaré que les prévisions israéliennes indiquent que le « *Parti de Dieu procédera aux tirs de roquettes à raison de 500 ou 600 par jour en direction d'Israël* ». Il a noté que la qualité de la plupart des roquettes possédées du Hezbollah est devenue nettement supérieure à ce qu'elle était en 2006. Il a ajouté que contrairement à 2006, « *Israël agira pour détruire l'infrastructure civile libanaise tout en alléguant que le gouvernement libanais est responsable des actions du Hezbollah* ».

Il a conclu que les scénarios de la guerre sont au nombre de trois,

et comprennent :

- ▶ une solution décisive,
- ▶ des combattants fatigués,
- ▶ ou une solution imposée.

Selon White la solution décisive ne pourra qu'être en faveur d'Israël afin de mettre fin à la menace du Hezbollah et de dicter ses conditions. En revanche, les deuxième et troisième scénarios aboutiront à un « *désordre, comme à la fin de la guerre en 1973 et 2006, et les combattants continueront de se préparer pour une nouvelle guerre* ».

À son tour, a averti l'ancien officier de l'armée US et chercheur au Center for a New American Security, Andrew M. Exum, toute occupation israélienne du Liban serait un cauchemar pour les Israéliens. Diplômé de l'Université américaine de Beyrouth, il a déclaré que « *l'intérêt supérieur d'Israël, dans le cas où le Hezbollah tuerait un diplomate israélien en représailles à l'assassinat d'Imad Moughnieh, ou s'il procédait à l'enlèvement d'un soldat, nécessiterait des frappes particulièrement douloureuses au cours des trois ou quatre jours suivants* ».

Exum a indiqué qu'au cours de la guerre de 2006, la communauté internationale était favorable à Israël durant la première semaine, mais au vu des pertes libanaises par rapport aux israéliennes et compte tenu de l'habileté des Libanais dans leurs rapports avec les médias internationaux, la sympathie à l'égard d'Israël s'est inversée et s'est retournée contre l'État Hébreu.

Il a dit que, sur la base de l'expérience de la guerre de 2006, quand « *les Israéliens promettent qu'ils détruiront la banlieue sud (de Beyrouth) complètement, le monde sait qu'ils le feront* », ainsi selon cet ancien officier, cette situation « *contribue à renforcer l'équilibre de la terreur et de la dissuasion entre les parties et augmente la pression sur les épaules du Hezbollah pour éviter de fournir un prétexte à Israël justifiant son attaque contre le Liban* ».

Exum explique que « *la trêve sur le terrain entre Israël et le Hezbollah, est la démonstration de l'équilibre des forces. Elle est la meilleure garantie de paix et de dissuasion* », qui serait selon lui « *nuisible pour le Hezbollah sur le long terme* ». Il a conclu que

« toute nouvelle guerre ne serait pas dans l'intérêt des Israéliens et des Libanais, ni dans l'intérêt des États-Unis » au Proche-Orient en général.

Ce que les deux spécialistes ont omis de préciser est qu'Israël craint actuellement de se battre sur un front intérieur, car l'idée que le Hezbollah ait pu recruter des agents sur son territoire hante les esprits de certains de leurs responsables. Au mois d'octobre 2002, un ancien lieutenant-colonel de Tsahal a été inculpé pour espionnage. Cette décision a été rendue publique le 24 octobre 2002. L'inquiétude régnait déjà dans l'État hébreu.

Ces informations sont prises très au sérieux par l'opinion israélienne, et prennent de plus en plus d'ampleur. Cette situation ne s'est pas arrangée après que le chef du Hezbollah, sayed Hassan Nassrallah, ait divulgué des images captées par les drones israéliens et piratées par les équipes techniques du Parti de Dieu. Les autorités israéliennes ont fini par reconnaître la réalité du piratage tout en précisant qu'elles l'avaient su et avaient modifié le codage de leur transmission en conséquence.

Ce même piratage avait permis au Hezbollah de piéger une escouade de soldats israéliens au cours d'une opération d'infiltration dans la commune d'Anassarieh au sud du Liban pour assassiner un de ses responsables. C'est l'ensemble de cette formation de Tsahal qui s'est trouvée prise en tenaille et a été décimée.

En tout cas, ces histoires réelles font partie des éléments remarquablement utilisés par la communication du Hezbollah et qui font très mal à l'opinion israélienne. Elles contribuent à maintenir ce climat de terreur et de dissuasion entre les parties sur le terrain, car si le Liban craint certainement les destructions massives, Israël craint beaucoup autant pour ses soldats que pour ses civils. Cela conduit à ce que chacun sache qu'il a un prix à payer, sans que personne n'ait envie de payer l'addition.

Se retirer totalement du territoire libanais serait considéré comme un camouflet supplémentaire pour l'« *armée invincible* ». Y rester devient de plus en plus dangereux. Surtout rester pour quoi faire ? Jusqu'à présent le rôle de l'armée israélienne était celui d'un

gendarme, mais si l'on n'a plus peur du gendarme, à quoi sert-il ? Le pire pour Israël est que l'équation s'est totalement modifiée, son armée ne maîtrise plus toutes les données et est actuellement exposée à de fortes probabilités d'échec dans ses opérations.

Cette situation finit par atteindre le moral des troupes à tel point que les soldats ne savent plus pourquoi ils doivent se battre. Tsahal est-il toujours l'armée de « *défense d'Israël* », ou est-il devenu l'armée des massacres de Qana et des « *bavures* » ? Une armée qui se bat contre un ennemi invisible commet nécessairement des bavures et en commettra encore. Jusqu'à quand l'armée et la société israéliennes supporteront-elles ces infamies ? Les habitants de Qana disent de leur ville : « *C'est là que Jésus a transformé l'eau en vin, et c'est là que les Israéliens ont transformé l'eau en sang* ».

Ces contradictions ont fait qu'au fil des années la critique de la politique israélienne n'est plus un tabou. Jusqu'à l'invasion du Liban, oser critiquer les décisions israéliennes était assimilé à un acte antisémite. Tel est de moins en moins le cas. Des juifs et des non juifs critiquent cette politique expansionniste. L'appel de JCALL (European Jewish Call for Reason) est la démonstration qu'il existe bien une cassure dans le soutien dont bénéficiait la politique et les gouvernements israéliens.

Cet appel est intéressant, car tout en assurant un soutien indéfectible à l'État d'Israël, il se montre particulièrement en opposition avec les décisions prises par les gouvernements successifs, notamment en matière d'annexion et de colonisation. Les signataires estiment qu'Israël devra changer de politique pour survivre.

Or nous voyons que l'existence d'Israël est à nouveau en danger. Loin de sous-estimer la menace de ses ennemis extérieurs, nous savons que ce danger se trouve aussi dans l'occupation et la poursuite ininterrompue de la colonisation de la Cisjordanie et des quartiers arabes de Jérusalem-Est, qui sont une erreur politique et une faute morale. Et qui alimentent, en outre, un processus de délégitimation inacceptable d'Israël en tant qu'État.

Ces faits expliquent le malaise vécu, entre autres, par la diaspora juive. Ces mêmes sentiments sont également exprimés par une

frange de la population israélienne de l'intérieur, laquelle ne semble pas être écoutée par une classe politique qui rivalise d'outrance et d'excès.

L'UE vient à travers sa décision de déclencher les hostilités, en allant dans le sens contraire de l'Histoire. Les responsables Européens savent parfaitement que cette décision n'a sur le plan pratique aucune utilité. Les membres de la branche armée du Hezbollah sont inconnus. Leur force est justement le secret qui les entoure. Quelles sanctions prendre contre des hommes invisibles.. ?

Quant aux sanctions économiques, elles sont risibles, car les services de renseignement européens savent que le Hezbollah ou ses membres n'ont pas d'avoirs en Europe. La décision est donc symbolique et est aussi précaire qu'injustifié. En effet, concernant l'attentat de Bulgarie, cet État vient de déclarer qu'il n'existe aucune preuve de l'implication du Hezbollah [1].

Devant l'impossibilité de contester au Hezbollah sa qualité de mouvement de résistance contre l'occupation, on a inventé ce prétexte, et on a laissé filtrer la vraie raison, mais qui n'est pas reprise officiellement : sa participation au conflit syrien.

C'est d'autant plus étonnant que depuis le début du conflit syrien le mouvement politique libanais du Futur, entre autres —avec ses responsables, à commencer par l'ancien Premier ministre Saad Hariri—, a brillé par sa participation plus qu'active en hommes et en armes, sans pour autant être qualifié de mouvement terroriste.

Le Hezbollah a combattu et combat en Syrie Jabhat Al-Noussra, considéré aujourd'hui par les occidentaux comme une organisation terroriste. Comment peut-on combattre les terroristes et être considéré terroriste ? En réalité, le Hezbollah a pour le moins perturbé les projets occidentaux pariant sur la chute de l'État syrien devant les agressions internes et externes, il doit en payer le prix.

En combattant en Syrie, le Hezbollah protège ses arrières. Les vrais terroristes, terrorisaient les civils libanais dans la plaine de la Bekaa, à Akkar à l'est et dans le Nord du Liban. Ces groupent se sont bien installés dans plusieurs dizaines de villages au Liban au

prétexte d'être des réfugiés, sans que personne en l'absence d'un État fort, ne puisse vérifier leur qualité.

Ils ont commis des attaques contre l'armée libanaise accusée maintenant d'être pro-Hezbollah, lequel prône le slogan de la résistance « *Le Peuple, l'Armée et la Résistance sont la force du Liban contre toute agression* ». Fallait-il que le Hezbollah néglige ces risques pour éviter d'être classé organisation terroriste ? Informé de cette rumeur de classement depuis des mois, sayed Hassan Nasrallah avait du reste annoncé qu'il n'en avait cure...

Toutefois, cette annonce est regrettable et menace d'une multitude de répercussions. A-t-on mesuré la portée de cette décision, dont l'effet médiatique serait le seul intérêt ? Pire encore ! le présent article sera t-il considéré comme une « *apologie du terrorisme* » ? ... Seul l'avenir nous le dira. Le but final serait de faire taire toutes les voix qui défendent les mouvements de résistance.

La vérité est que les Européens sont devenus schizophrènes, car ils voient la paille dans l'œil du voisin, mais pas la poutre dans le leur.

*André Chamy*

---

[1] « *La Bulgarie ne tient pas le Hezbollah responsable de l'attentat de Burgas* », *Réseau Voltaire*, 7 juin 2013.